



Envoyé en préfecture le 02/04/2021

Reçu en préfecture le 02/04/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210322-DLP2021_15-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-15 - Séance du 22/03/2021

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

4.1.6. Délibérations relatives aux personnels titulaires ou stagiaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	10

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 22 mars à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 19/03/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 19/03/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-France TEXIER, Hubert FABRITIUS

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-15 – REFONTE DU REGIME INDEMNITAIRE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'avis du comité technique en date du 03/12/2020,

Madame Marie-Thérèse AMALVY rappelle que le point relatif à la refonte du régime indemnitaire a été délibéré lors du conseil d'administration en date du 18 décembre 2020, il s'agit ici de préciser en annexe les cadres d'emplois éligibles pour le CCAS et l'EHPAD.

Le régime indemnitaire n'est que l'une des composantes du système de rémunération qui fait lui-même partie du système de gestion des ressources humaines de la collectivité. S'il doit favoriser la motivation des agents et diminuer l'absentéisme, il doit également permettre la modulation de la rémunération, renforcer l'individualisation et enfin faire évoluer les modes de management.

Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration et après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE** la refonte du régime indemnitaire précisant les cadres d'emplois éligibles pour le CCAS et l'EHPAD conformément à l'annexe ci-jointe.

Pour extrait conforme,

Le 22/03/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet .